

Chris Reniers, présidente de l'ACOD

«On ne peut pas parler d'une rupture entre le nord et le sud»

LES PHRASES CLÉS

«**Sur le fond, nous avons toujours partagé la même analyse. Sur la forme, il y a eu quelques frictions, c'est vrai.**»

«**Dans une grande organisation comme la nôtre, il est normal qu'il y ait de temps à autre des opinions différentes.**»

La présidente de l'aile flamande de la CGSP tient à nuancer les lignes de fracture qui sont apparues au sein du front syndical entre Wallons et Flamands.

INTERVIEW

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Pendant que la CGSP manifestait dans les rues de Bruxelles hier, l'ACOD, l'aile flamande du syndicat socialiste des services publics, tenait un rassemblement à Gand. Banderoles et drapeaux déployés, les militants du rail avaient fait le déplacement en nombre. Des représentants du monde enseignant et de la poste, issus de toutes les provinces fla-

mandes, étaient également présents.

Chris Reniers (55 ans) est la présidente de l'ACOD. Juriste, elle a gravi tous les échelons du syndicat qu'elle préside depuis le 1^{er} octobre 2014. Sur le plateau de la VRT dimanche, dans l'émission «De Zevende Dag», elle a lancé une mise en garde à ses collègues wallons, grévistes du rail. «Annoncer une grève générale comme cela s'est fait mercredi dernier est contre-productif et ne fera pas avancer les choses.» Aujourd'hui, Chris Reniers précise ses propos.

En voyant ce qui se passe sur le rail ou dans les prisons, estimez-vous que vos collègues wallons vont trop loin dans leur opposition au gouvernement?

Chacun a ses raisons de poursuivre la grève. Et chacun a ses raisons de conclure un accord. Je plaide pour que toutes les parties concernées poursuivent la discussion en vue d'arriver à une solution. Je constate, du reste, à la SNCB que tant la direction que les représentants syndicaux partagent la même analyse des problèmes du moment. C'est juste au niveau de solutions à apporter que les points de vue divergent quelque peu.

Certains ont cru comprendre que vous aviez appelé à infliger des sanctions aux grévistes de la SNCB qui ont arrêté le travail sans préavis mercredi dernier.

C'est faux. Je n'ai jamais dit cela. Ce que j'ai dit, c'est qu'il existe à la SNCB des procédures strictes qui régissent le droit de grève et que si une grève n'est pas menée en conformité avec ces procédures, le risque de sanction existe et qu'il faut en tenir compte. C'est tout.

Comment se porte la concertation avec vos collègues wallons?

La concertation est continue. Il n'y a aucune raison qu'il n'en soit pas ainsi. Nous nous sommes réunis pas plus tard que lundi et nous continuerons à le faire.

Les événements de ces derniers jours, notamment dans les prisons et sur le rail, ne

vont-ils pas laisser des traces au niveau de l'entente syndicale nord-sud?

On ne peut pas parler d'une rupture entre le nord et le sud. Sur le fond, nous avons toujours partagé la même analyse. Sur la forme, il y a eu quelques frictions, c'est vrai. Mais je suis convaincue que nous allons continuer à œuvrer ensemble pour atteindre les mêmes objectifs.

Pourquoi étiez-vous à Gand ce mardi alors que la CGSP francophone défilait dans les rues de Bruxelles?

Nous avons décidé voici plusieurs mois déjà que notre action ciblerait également la politique régionale. En Flandre, nous avons la N-VA qui est très forte. D'où la nécessité de

conscientiser l'opinion flamande à propos des conséquences des choix politiques opérés par la N-VA. Précédemment, nous avons mené des actions à Anvers et à Louvain. Ce mardi, c'était au tour de Gand. Nous ne comptons pas relâcher notre opposition à la politique de la N-VA.

Les tensions entre syndicats du nord et du sud du pays ne risquent-elles pas de favoriser justement le jeu de la N-VA?

Il ne faut pas exagérer les choses. Ce mardi, nous avons parlé très fort et d'une seule voix. Ensuite, dans une grande organisation comme la nôtre, il est normal qu'il y ait de temps à autre des opinions différentes. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Inutile d'aller chercher plus loin. Par contre, je suis persuadée qu'au cours des prochains mois, nous mèneront encore régulièrement des actions ensemble contre ce gouvernement.

Pensez-vous que l'escalade actuelle a été provoquée par ce gouvernement?

Nos actions ne sont rien d'autre qu'une opposition critique face à des projets gouvernementaux que nous n'acceptons pas. Plus le gouvernement s'entête, plus notre opposition sera intense et déterminée. Le gouvernement devra se résoudre à traiter autrement les services publics qu'il ne l'a fait jusqu'ici.

«Nous ne comptons pas relâcher notre opposition à la politique de la N-VA.»

Chris Reniers